Document généré le 12 oct. 2024 00:00

Recherches sociographiques

Marcel BELLAVANCE, *Le Québec et la confédération : un choix libre? Le clergé et la constitution de 1867*

Richard LaRue

Volume 35, numéro 1, 1994

URI : https://id.erudit.org/iderudit/056831ar
DOI : https://doi.org/10.7202/056831ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

LaRue, R. (1994). Compte rendu de [Marcel BELLAVANCE, *Le Québec et la confédération : un choix libre? Le clergé et la constitution de 1867*]. *Recherches sociographiques*, *35*(1), 100–103. https://doi.org/10.7202/056831ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

mouvements sociaux, les nouveaux intellectuels. Pour elle, les enjeux sociétaux sont nombreux, dans le contexte global décrit par ses collègues, mais les débats se font rares et surtout, ils sont fractionnés. Les intellectuels sont plus nombreux, certes, mais ils sont moins visibles, écrit-elle. «Leur parole se perd dans un bruit de fond» (p. 172). En fait, ajoute-t-elle, c'est leur rôle privilégié d'experts, de détenteurs d'un savoir transcendant et d'acteurs politiques qui a changé entre les années 1960 et 1990.

L'article de Pierre-André JULIEN sur le nouvel équilibre entre les PME et les grandes entreprises aborde un aspect essentiel du développement au Québec: l'importance qu'y prennent les petites et moyennes entreprises. L'accent y est mis sur les mutations que connaissent ces dernières et sur le type de développement qu'elles favorisent, en comparaison avec celui entraîné par les grandes entreprises. Une nouvelle image de la petite entreprise apparaît à la lecture de ce chapitre. Celles-ci sont, notamment, des lieux importants d'innovation. Julien a bien cerné les forces et les faiblesses des PME et son texte va bien au-delà de certaines idées reçues.

L'édition de l'ouvrage laisse à désirer (la page 160 est imprimée en double et il n'y a ni conclusion ni index). En revanche, ce livre est une référence très utile sur une question d'une grande actualité et plusieurs chapitres s'avèrent pertinents pour comprendre les enjeux actuels du développement économique et les problèmes de l'emploi au Québec.

Simon LANGLOIS

Département de sociologie,
Université Laval
et Institut québécois de recherche sur la culture.

Marcel BELLAVANCE, *Le Québec et la confédération: un choix libre? Le clergé et la constitution de 1867*, Québec, Septentrion, 1992, 209 p.

Le livre de Marcel Bellavance traite de l'influence du clergé dans la vie politique à l'occasion de l'adoption de la confédération de 1867. C'est l'un des mérites de cet ouvrage que de contribuer à renouveler le questionnement sur cet aspect de notre histoire politique qui, paradoxalement, n'avait jamais encore suscité d'étude spécialisée de grande envergure. Ce renouvellement n'implique pas nécessairement la révision de thèses déjà anciennes, mais plutôt leur confrontation à d'autres modes de vérification, à d'autres méthodes. Le but que s'est assigné l'auteur est «d'aller plus loin» que ne l'avait fait l'historiographie politique traditionnelle (narrative) et de mesurer le plus exactement possible l'influence du clergé des paroisses lors de l'élection de 1867. Cette mesure se fera en recourant aux méthodes de l'histoire quantitative et comparative ainsi que de la sociologie électorale.

L'organisation de la démonstration est des plus classiques. L'auteur commence par définir les cadres théorique, historiographique, géographique et social de son étude. Étant donné l'importance qu'il semble accorder aux considérations d'ordre méthodologique, on aurait aimé qu'il ne nous épargnât pas les détails et que cette première partie de son ouvrage

comprît une section consacrée à la description systématique de ses sources ainsi qu'une discussion de la représentativité de son corpus. À cet égard les quelques indications fournies à la page 29, bien que fort utiles, paraissent un peu minces dans un ouvrage dont l'originalité tient surtout à ses aspects méthodologiques. La deuxième partie est consacrée à la description de ceux que l'auteur nomme les « acteurs ». Sont alors passés en revue l'épiscopat, « le » curé, la presse et les politiciens, en mettant en évidence la dynamique qui relie le clergé au Parti conservateur à propos de la confédération. Finalement, la troisième partie analyse l'élection de 1867, du point de vue des modes d'encadrement et de contrôle des électeurs, ainsi que de l'influence du clergé sur la définition des enjeux de l'élection et sur les résultats.

Deux démarches cohabitent au sein de ce livre. Il y a d'abord une étude du rôle et de l'influence du clergé dans la vie politique au Québec qui repose sur un traitement traditionnel des sources documentaires habituelles de l'histoire politique, à savoir les journaux, la correspondance et les documents officiels de l'Église. L'auteur réussit à dresser un portrait très complet de l'influence politique du clergé, de ses objectifs et de ses méthodes. La description des acteurs et de leurs rapports est elle aussi le fait d'un traitement traditionnel du matériel recueilli. De la même manière, il analyse avec le souci du détail et une grande rigueur l'intervention de l'Église dans la campagne électorale. Il s'agit alors de montrer l'intégration du clergé des paroisses au sein d'un dispositif visant à contrôler et à contraindre les électeurs, et de décrire la manière dont l'Église compte arriver à ses fins. Bellavance met en relief la supériorité de l'encadrement des électeurs réalisé par le clergé qui se révèle un précieux allié pour les conservateurs, pouvant faire intervenir la chaire et le confessionnal là où les menaces, la violence ou la corruption ne suffisaient pas. Il montre aussi comment le sens de l'élection de 1867 fut détourné par l'intervention de l'Église. Cette analyse, fort bien documentée, vient compléter utilement nos connaissances sur cet aspect de la question.

Il y a toutefois dans cette partie de l'argumentation quelques maladresses, étonnantes dans un ouvrage de cette tenue, et qui nuisent à la qualité de l'ensemble. Ainsi, en guise de cadre théorique, l'auteur rattache le clergé à la structure sociale de l'époque, le définissant comme une fraction de la bourgeoisie. Le lecteur le moins féru de sociologie ne manquera pas de se poser la question suivante: que peut bien être la bourgeoisie pour que le clergé en soit une fraction? Malheureusement, l'auteur ne semble même pas penser que cela pourrait causer un problème. Tout ce qu'il consent à nous dire est que les membres du clergé se comportent comme les membres d'une classe, selon la description qu'en donne SCHUMPETER. Soit; encore que cette description est d'un niveau de généralité telle qu'elle peut s'appliquer à n'importe quel groupe. Or, tous les groupes ne sont pas des classes, et toute classe dominante n'est pas la bourgeoisie. Ou encore, il suffirait peut-être de décrire, comme le fait l'auteur dans la deuxième partie, le confort relatif dans lequel vivent les curés pour les situer au sein de la bourgeoisie. Mais cela ne va pas de soi, contrairement à ce que semble penser l'auteur. Aussi, l'analyse qu'il propose des aspects religieux de la « conscience de classe des conservateurs » est nettement insuffisante. On a peine à croire que cette question puisse se résumer à la comparaison avec ce qui se passe à la même époque dans le diocèse d'Orléans étudié par C. MARCILHACY. Et pourtant...

Le but principal de l'auteur était de proposer une évaluation précise de l'influence du clergé des paroisses lors de l'élection de 1867. Pour ce faire, il a dépouillé systématiquement les rapports pastoraux accessibles (ceux des diocèses de Montréal et de Trois-Rivières) pour les années 1863-1864 et 1867-1868, les rapports électoraux de 1863 et 1867 ainsi que le recensement de 1871. La somme considérable d'informations ainsi recueillies et l'aspect

systématique de cette cueillette lui permettent alors d'aspirer à faire ressortir, par le biais d'une analyse comparative, les nuances des comportements électoraux sur la base territoriale, celle utilisée par les documents de la paroisse. De cette compilation, l'auteur retient 4 voies d'analyse: le pays réel (la «socio-économie»), le pays légal (les comportements électoraux), les pressions des curés et l'attitude religieuse. Dans les deux diocèses pour lesquels l'auteur dispose des rapports pastoraux (104 paroisses), il adopte trois catégories: le secteur urbain, le rural épanoui ou prospère et le rural instable. Encore ici, le lecteur intéressé aux questions de méthode devra rester sur sa faim, dans la mesure où l'auteur ne juge pas utile de justifier cette classification. Or, point n'est besoin d'être philosophe pour savoir qu'aucune catégorie n'émerge telle quelle des sources, sans l'intervention d'une forme a priori de l'analyse, sans emprunts ou sans discussion et sans laisser de reste. Le souci d'objectivité et de validité empirique de l'analyse commande alors que l'on expose le raisonnement qui produit les catégories de regroupement et non pas qu'on le taise.

C'est de cette analyse quantitative que le lecteur, alléché par la présentation qu'en a fait l'auteur, attend le plus. Ce dernier propose deux mesures. La première procède d'une comparaison entre le pays réel et le pays légal. La mise en rapport des données socio-économiques et de l'expression du vote produit deux résultats. Premièrement, on voit que le vote se distribue inégalement au sein du pays réel, conséquence directe du suffrage censitaire. C'est dans le secteur urbain et dans le rural instable que l'on retrouve le plus d'exclus du suffrage. Cela nous apprend déjà quelque chose sur l'influence du clergé des paroisses: le petit nombre d'électeurs aurait tendance à en faciliter le contrôle et la manipulation. L'autre résultat de cette analyse est plutôt négatif, à savoir que le suffrage censitaire rend caduques les hypothèses classiques de la sociologie électorale traditionnelle, fonctionnant dans le cadre du suffrage universel. Il n'y a aucune corrélation significative entre le choix des électeurs et le niveau de vie dans la mesure où ne vote qu'une minorité de gens aisés. C'est ensuite par la mise en rapport des comportements électoraux et religieux qu'on nous propose de mesurer l'influence du clergé local, principal relais des politiques de l'Église. Or, il semble bien que le seul comportement électoral observable soit l'abstention que Bellavance interprète en le rapportant à la pascalisation. Le refus des sacrements promis à ceux qui voteraient contre le clergé devrait ainsi révéler la carte de l'influence politique du clergé. Il en est déduit «que les pascalisants ont été proportionnellement nombreux parmi les électeurs abstentionnistes et les conservateurs ont été victorieux dans 65% des paroisses où ils habitaient» (p. 158). De là la conclusion, «sous toute réserve», que plusieurs abstentionnistes auraient été des opposants à la confédération (des rouges). Dans cette partie, la représentation graphique des données au centre de la démarche méthodologique demeure parfois impénétrable. Par exemple, la signification de la figure 7 est pour le moins obscure. Ou encore, les nuances de la répartition des abstentions et de la pascalisation ne paraissent pas vraiment dans la figure 10. Vraisemblablement, on a omis certaines informations qui nous auraient permis de comprendre ces graphiques.

En avant-propos, l'auteur annonce que sa documentation lui a fourni des «données comparatives très riches» sur les comportements religieux et politiques. Au bout du compte, on ne peut traiter statistiquement qu'un seul comportement politique, duquel l'auteur propose une interprétation qu'il doit mettre «sous toute réserve» tant elle est fragile. On doit alors apprécier sa prudence et son honnêteté lorsque, faisant la synthèse de son analyse, il affirme qu'«il est permis de penser que le résultat de l'élection aurait été peut-être différent sans l'intervention partisane de beaucoup de curés» (p. 168). On ne peut toutefois s'empêcher de

s'interroger sur la distance réellement parcourue par delà les limites de l'historiographie traditionnelle.

Richard LaRue

Département d'histoire,
Université du Québec à Montréal.

David Milne, *The Canadian Constitution. The Players and the Issues in the Process that has Led from Patriation to Meech Lake to an Uncertain Future*, Toronto, James Lorimer & Co., 1991, 374 p.

Le volume de David Milne constitue en fait la troisième édition d'un travail sur les enjeux de la réforme constitutionnelle durant la dernière décennie. Une nouvelle édition s'imposait, pour rendre compte de l'entente de Charlottetown et du référendum qui l'a rejetée. Il suffisait d'ajouter un chapitre à ce livre déjà fort bien divisé, grâce à des repères essentiellement temporels.

L'intérêt du livre ne réside toutefois pas seulement dans son actualité. C'est un résumé pénétrant de la masse d'événements, de documents et de courants de pensée qui a caractérisé la frénésie constitutionnelle canadienne depuis le référendum sur la souveraineté-association. La synthèse que l'auteur nous présente aborde chacune des dimensions significatives de la réforme en cause et résulte manifestement d'un travail considérable.

Plus de la moitié du texte porte sur la période de deux ans qui a débouché sur le rapatriement de 1982. Il s'agit là, de fait, de l'opération qui a provoqué le questionnement qui charge toujours l'atmosphère du pays. Généralement perçu comme un «coup de force» au Québec, le rapatriement a souvent donné lieu à des analyses centrées sur les préoccupations de cette province. Si seul le Québec a refusé d'avaliser le nouvel ordre de 1982, il ne s'ensuit pas que tous les développements politiques ultérieurs doivent être perçus à travers ce prisme. À cet égard, le travail de Milne est particulièrement intéressant.

Sa perspective est en effet canadienne, et elle l'est d'une manière qui fait bien ressortir les contradictions existentielles du pays. Sans du tout négliger les paramètres québécois du problème, Milne les replace dans un contexte plus global. Il est rafraîchissant de lire une réflexion sur la dynamique constitutionnelle non axée sur l'égotisme québécois.

Une autre qualité de l'ouvrage tient à son réalisme. L'auteur conclut d'ailleurs sur une note pessimiste. Dans le corps de l'exposé, sont relevés en ce sens l'effet centralisateur de la Charte canadienne, l'attitude machiavélique de Trudeau, la volonté de mettre le PQ à sa place, la stratégie fédérale d'isoler le Québec et l'hypocrisie du Canada anglais quant à l'utilisation de la clause nonobstant.

Par contre, j'ai tiqué à divers endroits. On peut lire par exemple qu'après le référendum, «the status quo was never an option» (p. 61), mais cela est contredit un peu plus loin par une